

## Economie | La Nouvelle-Aquitaine a son interprofession du bois



Ce mercredi, les acteurs régionaux de la filière forêt-bois-papier "fusionné" au sein d'une interprofession commune, baptisée FIBOIS Nouvelle-Aquitaine. Cette dernière est dotée d'un budget total d'un million d'euros et d'une équipe dédiée de quatorze professionnels situés dans les 12 départements. La filière bois y pèse lourd : 28 300 entreprises et 56 300 salariés pour un chiffre d'affaires avoisinant les dix milliards d'euros. Après la naissance de FIBOIS, nous avons questionné son nouveau président, Christian Ribes, qui nous donne un bref aperçu des nouveaux enjeux de cette filière qui a bien l'air de croire en son potentiel.

@qui.fr - Qu'est ce qui justifie la création de FIBOIS aujourd'hui ?

**Christian Ribes, Président de FIBOIS** - La filière bois est le deuxième employeur de la région Nouvelle-Aquitaine, ce qui est au final très peu connu. Le but d'avoir une interprofession régionale (nous sommes les derniers à nous inscrire dans ce cycle) c'est de donner de la visibilité à la filière pour qu'elle puisse se faire davantage entendre et se développer. On a un retard de croissance colossal. On dit souvent que la Nouvelle-Aquitaine a désormais la taille de l'Autriche. Or, En Autriche, le poids de la filière bois correspond à huit fois ce que nous réalisons ici. Il y a donc un grand potentiel et la valeur ajoutée ne se fabrique que si nous transformons du bois régionalement. Certains pays ont des taux bien plus élevés d'utilisation du bois dans les constructions : l'Amérique du Nord, l'Europe du Nord ou le Japon. En France, on est à environ 16,27% au total sur la construction neuve et non-résidentielle, quand ils sont au-dessus de 70%. Le delta est donc large.

Au lieu d'avoir quatre structures interprofessionnelles, on investit dès le départ quatorze collaborateurs avec des profils complémentaires et des ingénieurs ce qui nous permettra d'avoir une présence accrue sur le territoire. On va surtout peser plus lourd dans le choix du matériau au niveau des décideurs, notamment publics, pour qu'ils mettent du bois dans la construction et minimisent l'emploi de matériaux fossiles traditionnels. Nous avons sur le terrain des ingénieurs prescripteurs qui vont pouvoir aider les architectes et les maîtres d'ouvrage à rédiger leurs cahiers des charges et lever les derniers freins qu'ils pourraient avoir par rapport au matériau. Nous ne voulions pas de centralisme comme cela existe dans beaucoup d'autres organisations. On a voulu garder des antennes au plus près de nos adhérents, c'est la raison pour laquelle nous gardons cinq antennes de proximité. Les

problématiques du hêtre, du Pin Maritime et du Douglas se traitent tous de manière différente.

**@qui.fr - Après Niort, Pau, Périgueux et Tulle, vous avez créé une nouvelle antenne en mars dernier sur Bordeaux Métropole, la première en ex-Aquitaine. Pour quelle raison ?**

**C.R** - Historiquement, nous étions présents en Poitou-Charentes, dans le Pays Basque et béarnais, dans le Périgord et le Limousin, l'ancienne Aquitaine n'ayant jamais eu de véritable interprofession régionale. Or, on voit bien, notamment du côté de la construction, que le potentiel provient de la métropole bordelaise. Les enjeux sont les mêmes que dans les autres antennes, mais il y a bien plus de travail à faire parce qu'il n'y a pas d'historique. Rien ne se faisait dans l'ancienne région bordelaise car c'était l'amont qui décidait de commander telle ou telle production. Nous, on écoute le marché, et c'est lui qui décide en fonction de ce qu'il demande.

**@qui.fr - Vos opérations de sensibilisation se diversifient : en plus du "Prix régional sur la construction bois" qui fêtera sa troisième édition à Limoges les 28 et 29 novembre prochain, vous avez cette année réinvesti pour la première fois un stand au sein du Salon de l'Agriculture à Bordeaux en juin. Quels sont pour vous les enjeux d'une participation à ce type de manifestation ? FIBOIS va-t-elle en créer de nouvelle ?**

**C.R** - En actant notre présence dans ce genre de manifestation grand public, on travaille à horizon d'une dizaine d'années. Dans nos contraintes et nos objectifs, nous souhaitons développer l'attractivité de nos métiers. Nous avons des besoins en recrutement massifs. Aujourd'hui, nous entreprises ont des emplois à proposer et ne trouvent pas la main d'œuvre en face. Nous recrutons principalement en milieu rural sur la totalité des douze départements de la région, nous permettons aussi à des petites communes de créer des emplois. Tous les maillons sont concernés, de la forêt aux transformateurs en passant par les industriels. On a aujourd'hui plusieurs industriels qui voudraient augmenter la production pour passer en 3x8 et ne peuvent pas faute de main d'œuvre. On estime à plus de 1000 emplois les besoins généraux. On a peine à attirer des jeunes, or cette manifestation permet d'en recevoir, notamment des scolaires, pour leur montrer l'ensemble des maillons de la filière, de la forêt au bois transformé dans toutes ses étapes, qu'il s'agisse d'une usine de papier ou de la chimie du bois. Il faut qu'on attire des jeunes pour leur montrer qu'il y a de l'avenir.

Pour le Prix de la construction bois, c'est la troisième fois qu'on le décerne, la cérémonie se déroulera cette année au Zénith de Limoges. Nous allons y accueillir les lauréats et nommer dans chaque catégorie de projets des collectivités, des architectes ou des particuliers qui ont été talentueux dans des projets de constructions dans lesquels le bois se taillent la part du lion. Ça peut être de l'habitat individuel, de la rénovation thermique, des bâtiments de collectivité comme des crèches ou des écoles. Pour la première fois cette année, nous allons présenter l'ensemble des matériaux biosourcés complémentaires au bois dans la construction.

La première force, c'est cette union régionale : faire travailler les gens, qui ne se connaissent pas forcément, au sein d'un même réseau. Demain, on va donc les faire se rencontrer au travers de réunions à thèmes tout en sachant qu'ils auront des problématiques identiques.

**@qui.fr - La dernière loi agriculture et alimentation a officiellement signé la fin du plastique dans les cantines scolaires d'ici 2025. En mars dernier, la filière a signé un "programme régional de la forêt et du bois" listant plusieurs objectifs communs dont "renforcer la compétitivité". L'utilisation du bois dans l'alimentation fait-il partie de vos pistes de travail ?**

**C.R** - Le bois en contact alimentaire fait partie de nos pistes, il y a une part non négligeable à reprendre sur le plastique qui a connu son heure de gloire dans les années 80. On a même demandé à nos bouchers de remplacer leurs billots en bois par du plastique, les dernières études montrent que c'est un nid à bactérie impossible à désinfecter quand le bois a naturellement des capacités fongicides et bactéricides. Aujourd'hui, on fait machine arrière toute et on prône à nouveau l'usage du bois en contact alimentaire. On a des tests qui démontrent qu'un fruit ou un légume stocké dans une cagette en plastique pourrit deux fois plus vite que dans une cagette en bois. Tout cela sans compter la recyclabilité et la transformation de produits en bois énergies ou en granulés qui vont alimenter de chaudières ou des climatiseurs. Certains choix passeront en force, le Ministère de la l'Agriculture et celui de la Santé en sont saisis, il faudra quand même du temps pour que ça bouge à leur niveau...



Romain Béteille

*Crédit Photo : FIBOIS  
Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 26/06/2019  
[Url de cet article](#)*